

La détention controversée de Ousmane Sonko : Un défi pour la démocratie au Sénégal

MALI 

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 15 NOVEMBRE 2023

1464

www.malikile.com

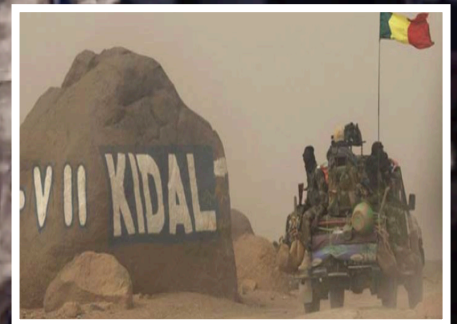
Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



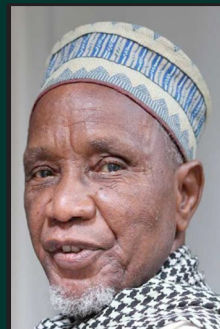
Kidal, 10 ans plus tard

Les FAMa reprennent le contrôle de la ville



30e sommet de l'APEC

Pour « un avenir résilient et durable pour tous »



À Gaza

Il n'y a pas que le Hamas !



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

14 Novembre
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



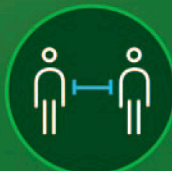
Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

27

Nouveaux cas confirmés

0

Nouveaux guéris

0

Nouveaux décès

0

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

698873 Vaccinations incomplètes

3742757 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33150

Guéris

32331

Décès

743

dont 01 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.19



P.24



P.29



/ Une /

Kidal, 10 ans plus tard :
Les FAMA reprennent le contrôle de la ville

P.4

/ Breves /

Présidentielle :
Quand le président sortant faisait alliance avec Wagner
Chronique du jour : Rejoindre les rangs
Justice : Mamadou Diarrassouba placé sous mandat de dépôt
Protection de l'environnement :
Inspir-Mali sur le chantier d'un plan d'action

P.19

P.20

P.21

P.22

/ Actualité /

Développement durable au Mali :
Le CNPM propose cinq axes stratégiques
Mali : L'odyssée du dernier convoi de la Minusma de Kidal vers Gao

P.24

P.25

/ Politique /

Rassemblement pour le développement et la solidarité (RDS) :
Les 20 ans de combat du parti sur la scène politique malienne fêtés
Konimba Sidibé : Lettre ouverte à la jeunesse malienne

P.29

P.30

/ Culture & Société /

Foyers conjugaux :
Un ring de boxe qui ne dit pas son nom

P.32

/ International /

La détention controversée de Ousmane Sonko : Un défi pour la démocratie au Sénégal
À Gaza : Il n'y a pas que le Hamas !
30e sommet de l'APEC : Pour « un avenir résilient et durable pour tous »
De retour en Afrique : L'ex-premier ministre ivoirien Soro rencontre le général
Tiani au Niger

P.34

P.35

P.37

P.38

/ Sport /

Brésil
L'ex-femme de Dani Alves porte plainte contre lui

P.40

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations

(AMP)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass –
Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:**
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssouf Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



Kidal, 10 ans plus tard | Les FAMA reprennent le contrôle de la ville

Ce mardi 14 novembre 2023, les Forces Armées Maliennes (FAMA) sont entrées dans la ville de Kidal et en ont repris le contrôle. Cette reprise en main s'inscrit dans le cadre de la reconquête pleine et entière du territoire national, dont l'épilogue a

commencé avec une importante colonne de FAMA partie vers les régions du nord du Mali il y a environ 1 mois. Le périple a été difficile, le convoi passant de ville en ville et de camp en camp à travers embuscades et mines enfouies jusqu'à atteindre sa desti-

nation finale.

Au cours de cette mission régalienne et patriotique, de nombreux commentaires, charge ou à décharge des forces maliennes ont été entendues. Car, en parallèle à cette mission de



reconquête, une autre guerre, tout aussi féroce, celle de la communication, était en cours. Des fausses informations ont été publiées, l'opinion publique ne savait plus à qui se fier, jusqu'à ce que le président de la transition fasse une déclaration solennelle annonçant officiellement la reprise de la ville malienne de Kidal par les FAMA, des mains des terroristes. C'est en effet, par le biais d'un message diffusé à la télévision nationale (ORTM), que le Colonel Assimi GOÏTA, président de la Transition, a annoncé une victoire significative dans la lutte contre le terrorisme au Mali. Il a déclaré que les forces armées de sécurité avaient pris le contrôle de la ville de Kidal, marquant ainsi un tournant

historique dans la lutte contre les groupes armés terroristes.

Le président GOÏTA a souligné que cette avancée était le résultat de l'application de la résolution 2690 (2023) des Nations Unies. Il a également exprimé sa gratitude envers Allah pour le succès de l'opération. Il a mis en avant le courage et la détermination exceptionnels des FAMA lors d'une intense offensive menée ces derniers jours, infligeant d'importantes pertes aux groupes armés terroristes.

Cependant, le président GOÏTA a insisté sur le fait que la mission n'était pas encore terminée. Il a réaffirmé l'engagement continu à récupérer et à sécuriser

l'intégrité du territoire malien. Il a rendu hommage aux victimes civiles et militaires, soulignant que cette opération visait exclusivement à sauvegarder l'unité nationale et l'indivisibilité du Mali, ainsi qu'à lutter contre le terrorisme pour assurer la sécurité du territoire.

Dans les jours à venir, le Chef Suprême des Armées a assuré que les FAMA poursuivront leurs interventions, dans la confiance totale du vaillant peuple malien. Il a conclu en soulignant que dans ces circonstances, la cohésion nationale est une bénédiction supplémentaire pour les Forces Armées Maliennes.

Dès la diffusion du message présidentiel, des réactions ont afflué de partout. Votre quotidien digital préféré en a recensé quelques-unes à lire en encadré :

La reprise de Kidal par les forces armées maliennes constitue une étape importante dans la lutte contre le terrorisme au Mali. Mais elle n'en marque pas la fin. Elle illustre l'engagement du gouvernement malien à garantir la sécurité

de ses citoyens et à protéger l'intégrité du territoire. Tout en rendant hommage aux victimes, il est essentiel de souligner que cette opération vise à préserver l'unité nationale et à mettre fin aux activités des groupes armés terroristes. Les

jours à venir seront décisifs pour consolider cette avancée et assurer la sécurité à long terme du Mali. Car, comme toute, une chose est de prendre Kidal, une autre chose est d'assurer la cohésion entre tous les enfants du Mali.

mountagatall

@mountagatall



Gloire à nos FDS! Après des sacrifices et des épreuves, l'unité territoriale du Mali devient une réalité avec la reconquête de Kidal. La suite : panser toutes les blessures, Rassembler pour Construire le Mali Kura dans la paix des cœurs et des esprits. Un Peuple ,Un But ,Une Foi

Mamadou Ismaila KONATE

@vieuxmko



Bravo aux soldats et à l'armée du Mali, vivement l'amorce de l'unité nationale et de la concorde et dans la paix absolue , seul gage d'un lendemain meilleur. #Mali #Armée #Kidal

COMMUNIQUE DU PACP SUR LA REPRISE DE LA VILLE DE KIDAL PAR LES FORCES ARMEES ET DE DEFENSE DU MALI

Le PACP salue l'arrivée ce Mardi 14 novembre 2023 des forces armées maliennes à Kidal. Cet événement à haute portée historique et symbolique marque une étape importante dans le rétablissement de la souveraineté du Mali sur l'ensemble de son territoire.

Après plusieurs années d'occupation par des groupes armés terroristes et bandits de tout acabit, nos braves troupes ont réussi à reprendre le contrôle de la région de Kidal et ses environs.

Le PACP tout en saluant la résistance et la résilience du peuple malien, adresse ses félicitations les plus sincères aux forces armées et de défense du Mali pour leur succès remarquable dans la reprise de la ville de Kidal.

Cette victoire est un témoignage de leur bravoure, de leur dévouement et de leur professionnalisme. La reconquête de Kidal est un pas important vers la restauration de la paix et de la stabilité dans notre

pays. Elle souligne notre engagement inébranlable envers l'unité nationale et l'intégrité territoriale du Mali.

Le PACP tout en souhaitant prompt rétablissement à tous nos blessés, s'incline sur la mémoire de nos soldats tombés sur le champ de l'honneur ainsi que l'ensemble de nos disparus civils, nationaux comme étrangers pour l'atteinte de cette cause commune.

Le PACP invite le Gouvernement à mettre tous les moyens en œuvre en vue de stabiliser la situation à travers le retour des services sociaux de base en faveur des populations de Kidal meurtries par une décennie de souffrances et de privations de toutes sortes.

En cette période cruciale, le PACP réaffirme son soutien indéfectible aux forces de Défense et de Sécurité du Mali et appelle tous les citoyens maliens à se tenir unis derrière elles. La sécurité et la prospérité du Mali restent notre priorité absolue.

Le PACP continuera à encourager et à apporter son soutien aux autorités dans leur lutte acharnée pour atteindre les objectifs fixés à la Transition en vue d'un retour normal à l'ordre sécuritaire et constitutionnel dans notre pays.

Le PACP appelle également à la vigilance et à la coopération de tous pour garantir un avenir paisible et prospère pour notre nation.

Le PACP reste engagé à travailler sans relâche pour le bien-être de tous les Maliens et Maliennes.

Ensemble, avançons vers un Mali plus fort et uni.

Vive le Mali, Vive la paix,

Vive l'unité nationale.

Bamako, le 14 novembre 2023
Pour le Bureau Exécutif National
Le Président
Dr Oumar KEITA



Moussa Mara

2 m · 🌐

Le Chef de l'Etat vient d'annoncer une importante étape de l'installation de l'autorité de l'état sur l'ensemble de notre territoire par la prise de contrôle de Kidal par l'armée malienne ce jour 14 novembre.

Je félicite les autorités de la transition et nos FAMAS pour cet important progrès réalisé vers la stabilisation du Mali.

Comme l'indique le communiqué du chef d'état major général des armées, je demande aux populations de Kidal de faire confiance à leur armée et à leur État.

Ensemble donnons nous la main vers les prochaines étapes à travers le retour complet de l'administration et la fourniture des services auxquels chacun de nos compatriotes a droit quelque soit le lieu où il se trouve sur le territoire!

FLASH INFO



Le Chef d'état-major général des Armées informe l'opinion nationale et internationale que les FAMAS ont pris position dans la ville de Kidal ce mardi 14 novembre 2023.

Il appelle la population au calme et à la sérénité. Le Chef

Choguel Kokalla Maiga

Janjo aux FAMAS

J Louage à Allah, le Seigneur d'aujourd'hui et de demain, qui permis ce jour glorieux du mardi 14 novembre 2023 pour l'unité et la cohésion de notre nation avec le retour de Kidal dans la Mère Patrie. Grâce à Lui et à la détermination de nos forces armées et de sécurité, le triomphe est nôtre, il est pour chaque Malienne et chaque Malien.

Il n'aurait pas été possible sans la patience de notre peuple, sans la clairvoyance des chefs militaires et sans les sacrifices de dignes filles et fils du Mali, tombés sur le champ d'honneur.

Aussi je voudrai, en tant que citoyen, en tant que leader politique et chef du gouvernement de la Transition, célébrer cette victoire des FAMAS, creuset et ciment de notre nation et dire à tous que c'est une victoire pour l'unité et la stabilité, et je demeure convaincu que la paix et la réconciliation restent un challenge à la portée de notre grande nation.

Bienvenue à Kidal au sein de la République Unie et Indivisible du Mali.

Vive les FAMAS

Vive la République

Dr Choguel Kokalla Maiga
Premier ministre,
Chef du Gouvernement



Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP)

**COMMUNIQUE N°010/11/2023 DU COMITE STRATEGIQUE / M5-RFP PORTANT
CHALEUREUSES FÉLICITATIONS AUX FAMA POUR LA CONQUÊTE RÉUSSIE DE
L'INTÉGRITÉ TERRITORIALE ET LA RÉCUPÉRATION DE LA VILLE DE KIDAL
CE JOUR 14 NOVEMBRE 2023**

Le Mouvement du 5 juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) a suivi avec intérêt, fierté et patriotisme, les étapes de récupération par nos FAMA des emprises militaires, jadis occupées par la MINUSMA dont les manœuvres imprévisibles, irresponsables et injustifiées violent les termes des conclaves avec l'Etat malien.

Rappelons que l'Espoir immense suscité par la lutte du Peuple incarné par le M5-RFP et qui a abouti à la montée en puissance de nos Forces de Défense et de Sécurité, vient d'être comblé ce jour 14 novembre 2023 par l'héroïsme et le patriotisme des FAMA. Toutes nos félicitations à la hiérarchie militaire. En effet, le Mali qui, depuis 2012 avait perdu le contrôle de la région et de la ville de Kidal, conquiert en main de maître son autorité et son intégrité territoriale sur l'ensemble du territoire national.

Le M5- RFP salue avec déférence le Peuple malien pour son soutien constant à la Transition et aux Forces de Défense et de Sécurité tout au long du processus de reconquête de l'intégrité territoriale, de la souveraineté intérieure et extérieure du Mali.

Le M5-RFP, tout en condamnant la politique de deux poids deux mesures de l'ONU, affirme de façon vigoureuse son soutien indéfectible aux Autorités de la Transition et communique avec son Armée dans ces moments pleins d'adversités mais riches en gloire.

Le Comité Stratégique rappelle à l'opinion nationale et internationale que les Autorités de la Transition, ont accompli aujourd'hui le rêve de tout un Peuple, à travers la restauration de la souveraineté et de l'intégrité du Territoire national qui s'inscrit en lettre d'or dans les 10 points et 17 mesures du Mouvement M5-RFP dont la mise en œuvre a nécessité la Rectification de la Transition.

Le M5-RFP, exhorte les Autorités de la Transition à tout mettre en œuvre pour pérenniser les acquis de cette restauration de notre souveraineté, de notre dignité, de notre honneur et l'intégralité de notre Territoire.

Le M5-RFP, salue les efforts de reconstruction nationale des Autorités de Transition et engage le Peuple malien à demeurer mobilisé pour un Mali Uni, Souverain et Prospère.

Vive la Transition,
Vive les FAMA,
Qu'Allah Bénisse le Mali et Protège les Maliens !

Bamako, le 14 novembre 2023



**Pour le Comité Stratégique du M5-RFP
Le Vice-président**

Boubou K. TRAORE

Badalabougou SEMA Rue 148, Porte : F111 - Bamako - République du Mali
Tél : +223 44 90 46 11 / 76 41 20 21

**EN ENCADRE LE COMMUNIQUE N°062 DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION
et QUELQUES REACTIONS SUITE A LA LIBERATION DE KIDAL**

MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
ET DE LA DECENTRALISATION



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

COMMUNIQUE N°062 DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION

Le Gouvernement de la Transition a l'immense plaisir d'informer l'opinion nationale et internationale, qu'en application de la résolution 2690 (2023) du Conseil de sécurité des Nations Unies, les Forces Armées et de Sécurité du Mali ont occupé les emprises de la Mission multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) à Kidal, à travers le contrôle de ladite région pour le bonheur des populations de la localité, qui ont souffert le martyr pendant plus d'une décennie de l'occupation de la zone par des terroristes sans foi ni loi.

Cette prouesse opérationnelle représente une étape décisive dans le cadre des rétrocessions des emprises de la MINUSMA aux Forces Armées et de Sécurité.

Malgré les anicroches, les trahisons et les complots ayant entouré ces opérations de rétrocessions, les prévisions fantaisistes, nos vaillantes Forces Armées et de Sécurité ont atteint leurs objectifs et le Mali est et restera UN et Indivisible.

En cette heureuse occasion, le Gouvernement de la Transition félicite chaleureusement **Son Excellence Le Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, Chef suprême des Armées**, pour son leadership éclairé, son patriotisme légendaire et sa détermination sans faille à sauver notre peuple et notre pays.

C'est aussi le lieu de féliciter l'ensemble des Forces Armées et de Sécurité du Mali pour leur professionnalisme, leur abnégation dans la défense de l'intégrité du territoire et la sécurisation des personnes et des biens.



<https://m.facebook.com/matdmali/posts>

1

Le Gouvernement de la Transition salue la résilience historique et héroïque du Peuple malien, qui a subi stoïquement des épreuves destinées à affaiblir son soutien à la Transition, entre autres : les sanctions illégales, illégitimes et inhumaines de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), les diffamations, les délestages et les inflations des prix de denrées de première nécessité instrumentalisés à des fins politiques etc...

Le Gouvernement de la Transition remercie l'Alliance des Etats du Sahel, tous les amis du Mali d'Afrique et d'ailleurs, à la fois des acteurs étatiques tout comme des individus et organisations épris de paix et de justice qui ont apporté leur soutien constant et sincère à notre patrie.

Le Gouvernement de la Transition saisit cette occasion pour s'incliner pieusement devant la mémoire de toutes les victimes de l'insécurité au Mali et s'engage à faire en sorte que leur sacrifice ne reste pas vain.

Le Gouvernement de la Transition réaffirme sa détermination à lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes.

Enfin, il réitère son engagement à exercer la souveraineté du Mali sur l'ensemble du territoire national et à œuvrer pour la paix, la stabilité et la réconciliation nationale.

Que Dieu bénisse le Mali et préserve les Maliens!

Bamako, le 14 novembre 2023

**Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,
Porte-parole du Gouvernement,**



Colonel Abdoulaye MAIGA
Chevalier de l'Ordre National



<https://m.facebook.com/matdmali/posts>

2

■ Moctar Sow

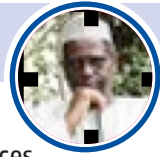
malikile.com

LE QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION MALIEN ET DE PROXIMITÉ

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! "



■ Mountagatall



@mountagatall

Gloire à nos FDS! Après des sacrifices et des épreuves, l'unité territoriale du Mali devient une réalité avec la reconquête de Kidal. La suite : panser toutes les blessures, Rassembler pour Construire le Mali Kura dans la paix des cœurs et des esprits. Un Peuple ,Un But ,Une Foi



■ Mohamed Che Traore



Je suis l'homme le plus heureux aujourd'hui. Gloire à DIEU pour ce grand jour



■ Boubacar Païtao



#SANSTABOU
Dieu merci, l'affront est lavé.

■ Moctar Ousmane SY



Ils sont les premiers à partager les mauvaises nouvelles pour le pays mais les derniers à réagir quand il s'agit de bonnes nouvelles. Ayé Sabali!

■ Cap Mali+



« Félicitations au commando d'élite du Colonel Assimi GOITA pour l'ouverture de Kidal et félicitations en avance pour ton mandat en tant que président élu. Nous te saluons toi et toute ton équipe. »

Les Maliens n'ont jamais caché cela, celui qui arrivera à reprendre Kidal des mains des terroristes sera élu ou réélu en guise de premier remerciement du peuple malien. «

«Maintenant il faut :

Réinstaller les bases militaires,

Sécuriser les régions,

Ramener l'administration

Faire la justice et la réconciliation, et

Commencer à exploiter enfin nos ressources minières pour le bien de tous les maliens. On a trop duré dans la pauvreté.»

Kadiatou Ali Touré, femme leader de Tombouctou.

Cap Mali+



■ Ibrahima Anne



La taille moyenne des ménages est estimée à 9 individus par ménage en 2023 au #ANSDCa aussi, il fallait le savoir

■ Herve Ndepo



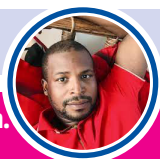
Je ne comprends pas les chefs d'entreprises, après 24 ans d'études pour certains, ils demandent 5 ans d'expérience. Hummm!

■ Soumaïla Sagara



Au Mali, certaines écoles privées sont des championnes dans la formation des médiocres.

■ Diarabi



Exigez le test de diabète avant perfusion. Votre vie en dépend Les gens meurent parfois par ignorance



■ BT Traore



Le Mali c'est 1.241.238 km² de Kayes à Kidal

■ Abdoulaye Kone



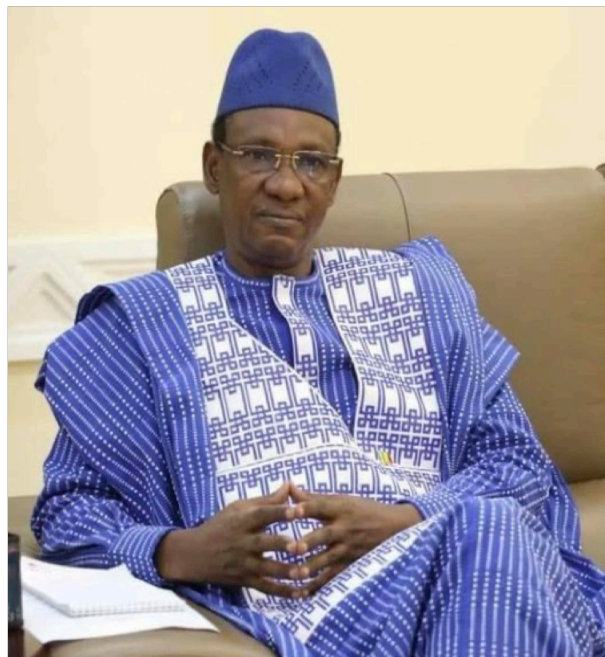
Choguel Kokalla Maïga : « Le Mali ne renoncera pas à Kidal ! »

Le Premier ministre du Mali, Choguel Kokalla Maïga dessine l'avenir de son pays, présentant les progrès et les défis surmontés, chaque jour, par un peuple résilient face aux sanctions de la CEDEAO et aux préoccupations sécuritaires dans cette interview exclusive accordée au journal gabonais "Ceux Qui Font L'Afrique"

Le Premier ministre du Mali, Choguel Kokalla Maïga, qui tient les rênes du gouvernement malien depuis le 11 juin 2021, lance dans cette interview qu'il nous a accordée, un appel au sursaut, à la cohésion, à l'unité nationale pour relever les défis multiples et complexes que le Mali connaît. Le descendant d'une longue lignée de chefs traditionnels et politiques qui remonte à Soni Ali Ber, le fondateur de l'Empire Songhai, assure que la peur a changé de camp.

Ceux qui font l'Afrique : Vous êtes né en 1958 à Tabango dans la région de Gao, Choguel Kokalla Maïga, aujourd'hui Premier ministre du Mali, dans un contexte historique particulier. Quels sont les grands moments de votre parcours de Gao jusqu'à la Primature ?

Choguel Kokalla Maïga : Je suis né effectivement en 1958 à Tabango, dans le cercle d'Ansongo. J'ai fait mes études primaires à Bara (1963 à 1974), toujours dans le cercle d'Ansongo et mes études secondaires au Lycée technique de Bamako, où je sors major de ma promotion en série "Mathématiques Techniques et Industrielles" (M'TI) au baccalauréat technique industrie, en 1977. J'ai obtenu une bourse pour poursuivre mes études supérieures à l'Institut des Télécommunications de Moscou (en ex-URSS). En 1987 j'ai soutenu ma thèse de Doctorat d'Etat en télécommunications avant de rentrer en 1988 au Mali et de mettre mon savoir au service de mon pays. J'ai été admis au concours d'entrée à la Fonction Publique et j'ai commencé la vie active au sein de la Société des Télécommunications du Mali (SOTELMA) où j'ai occupé entre 1990 et 2002, différentes fonctions techniques hautement stratégiques.



Ceux qui font l'Afrique : Comment se porte le Mali au plan politique, économique, sécuritaire et même diplomatique entre autres, trois ans après le coup d'état qui a conduit l'armée à la tête du pays ?

Sur el plan politique, nous sommes dans une transition. Après la rectification de la transition et la tenue des Assises Nationales de la Refondation (ANR), nous avons élaboré conformément à l'une de ses recommandations, une nouvelle Constitution. La 4ème République est donc née à partir du 2 juillet 2023 date de la promulgation.

Les réformes politiques et institutionnelles sont en cours. L'Organe Unique de Gestion des élections (AIGE) est désormais une réalité. La nouvelle Loi électorale a été promulguée.

Sur le plan économique, le pays a été victime de sanctions illégales, illégitimes, inhumaines de l'UEMOA et de la CEDEAO, privé de financement extérieur. Cependant la gestion vertueuse des ressources publiques et la résilience de la population ont permis au pays de tenir. Sur el plan sécuritaire, des investissements énormes ont été consentis au profit des FAMA, notamment en termes d'équipement et de renforcement de capacités. Les forces aériennes ont été rétablies, ce qui a conduit à la montée en puissance indéniable des FAMA. Le retrait des forces françaises Barkhane, et de la MINUSMA en cours ont entraîné des remous sécuritaires entretenus par qui nous savons. Mais à ce jour, les FAMA pour-

suivent leur progression sur l'ensemble du territoire national. On peut affirmer aujourd'hui sans risque de se tromper que la peur a changé de camp.

Sur la plan diplomatique, mon intervention à la tribune des Nations-Unies, le 25 septembre 2021, aura été le déclic de la diplomatie offensive malienne.

Depuis ce jour, le Mali n'a cessé de dénoncer le colonialisme et particulièrement la France. Les arguments à géométrie favorable mis en avant comme les questions de démocratie ou de droits de l'homme ne sont que des prétextes pour continuer à pérenniser leurs dominations. Aujourd'hui au Mali, trois (3) principes régissent nos relations avec le monde à savoir : le respect de la souveraineté du Mali ; le respect des choix stratégiques et des partenaires du Mali et la prise en compte des intérêts vitaux du peuple malien.

Alors que la mise en œuvre de l'accord de paix est au point mort, la rétrocession à l'armée malienne des camps de la Minusma, en particulier à Ber, fait courir le risque d'une reprise des hostilités entre les groupes indépendantistes et Bamako.

Quelle est votre lecture de la situation ?

Le Mali reste disposé pour une application intelligente de l'Accord tout en préservant l'intégrité du territoire, sa souveraineté, la forme républicaine et laïque de l'Etat et le caractère unique de l'Etat. Maintenant que les mouvements signataires ont décidé de sortir du comité de suivi, nous prenons acte. S'agissant du retrait de la MUNISMA, est convenu entre les Nations-Unies et l'Etat du Mali que les emprises de la MUNISMA seront rétrocédées à l'Etat du Mali. Nous ne permettrons à aucune force de s'opposer à cela. Le Mali ne renoncera pas à Kidal, partie intégrante du territoire national et épice de tous les complots contre le pays.

Nous, nous avons toujours demandé la paix et notre main reste encore tendue. Mais quand on vient nous agresser, nous tuer dans cette quête de paix, on ne peut pas s'asseoir, regarder et laisser faire. Quand les gens viennent dans les médias pour dire que le gouvernement doit aller vers la paix ; ej répons que el gouvernement n'a jamais refusé la paix. Et aujourd'hui encore nos mains restent tendues pour rechercher la paix. Mais, on ne va pas nous donner encore en spectacle pendant 30 ans à un petit groupe de terroristes qui nous dit que c'est pour développer le Nord du Mali qu'il se bat.

L'ANICT (Agence nationale d'investissement des collectivités territoriales) qui est la banque de développement de toutes les communes et collectivités du Mali, a

été dirigée par un ressortissant du Nord, et ce pendant plus d'une décennie. L'Agence de Développement du Nord du Mali (ADNM), est aussi dirigée par un ressortissant du Nord, depuis plus de 20 ans. En 2006, sous feu Amadou Toumani Touré, le Mali a organisé un forum sur le développement de Kidal, à l'issue duquel cinq cents milliards (500 milliards) ont été annoncés, mais, on n'a pas pu investir à cause de l'insécurité. Tout ce que vous investissez, il y a des terroristes qui viennent tasser : ils volent les véhicules, ils brûlent les maisons. Mais, on ne peut pas faire le développement dans ces conditions. Quand le Mali veut bâtir des routes, les rebelles tuent les travailleurs, brûlent les engins. Ce sont ces mêmes personnes qui sont reçues à Bamako pour recevoir des valises d'argent. Nous mettrons fin à cette pratique malsaine. Il faut qu'on respecte la forme républicaine et laïque de l'Etat. Nous avons dit qu'en dehors des quatre exigences majeures (unité nationale, intégrité du territoire, autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire, la forme républicaine et laïque de l'Etat), tout le reste peut se discuter entre nous Maliens, et rien ne vaut un accord de paix. Mais cela fait combien d'années que nous sommes en train de courir derrière la paix ?

Monsieur le Premier ministre, qu'est-ce que la présence des troupes de Wagner a changé en matière de sécurité au Mali ?

Une certaine presse parle toujours de Wagner au Mali. Nous, nous avons le partenariat avec la Fédération de Russie qui organise à l'interne sa coopération avec el Mali comme elle veut.

L'histoire du monde de ces dernières années a montré que même les armées les plus puissantes ont du mal à venir à bout des troupes armées.

Pensez-vous que le retour à la normal dans le nord du Mali s'imposera par les armes ?

Choguel Kokalla Maïga : nous n'allons pas céder. Je le dis aux Maliens. Nous allons recouvrer notre honneur et notre dignité. Toutes les bases occupées par les forces internationales, nous allons les occuper. Il reste Anéfis, Aguel'hoc et Kidal, nous allons les occuper, in cha Allah (ndlr Si Dieu le veut). Venir tuer des Maliens au centre du pays entier, qui nous appartient, tous les débats peuvent se faire. Mais avant, penser à ces hommes qui sont dans la poussière, sous le soleil, sous le vent, certains ne mangent même pas, loin de leurs familles ; ce sont eux que nous devons soutenir. Parce que, c'est avec ceux-là qu'on va recouvrer notre dignité et «Honoraya» comme on le dit en bambara. Nous sommes de ceux qui sont convaincus que la lutte contre le terrorisme est une lutte de longue haleine. Nous sommes

également convaincus que la lutte contre le terrorisme n'est pas qu'une question militaire. Cependant pour venir à bout du fléau, vous conviendrez avec nous qu'il faut que la souveraineté de l'Etat s'exerce sur l'ensemble du territoire. C'est ainsi que les services sociaux de base (santé, éducation, hydraulique) pourront être assurés; toute chose qui constitue par ailleurs le terrain du terrorisme.

La Charte du Liptako-Gourma signée entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger et qui a créé l'Alliance des Etats du Sahel (AES) n'a-t-elle pas une arrière-pensée panafricaniste ?

Il est heureux aujourd'hui que ces trois pays (Mali, Burkina et le Niger) ont compris que leurs destins sont liés. Panafricanisme ou pas, force est de reconnaître que les peuples se sont réveillés. Cette prise de conscience se trouve ainsi être concrétisée par l'alliance signée par les 3 leaders. C'est d'ailleurs ce qui est attendu des organisations comme la CEDEAO que nous souhaitons être une CEDEAO des peuples et non celle des dirigeants.

Quels sont les véritables défis des autorités Maliennes avant l'organisation des élections démocratiques ?

Parmi les motivations qui ont nourri l'insurrection populaire qui a balayé le régime défunt, se trouvent les problèmes politiques et institutionnels ; c'est d'ailleurs à la suite des élections mal organisées, voire truquées que la goutte d'eau a débordé le vase et justifie l'insurrection du M5-RFP du 5 juin au 18 août 2020. Dès lors, au lendemain du 18 août 2020, quand les Maliens se sont retrouvés au cours des Assises Nationales de la Refondation (ANR), des recommandations fortes ont été formulées parmi lesquelles les réformes institutionnelles et politiques permettant non seulement d'organiser des élections justes et équitables mais aussi de réduire les risques de contestations postélectorales. C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'élaboration d'une nouvelle loi électorale et surtout la création de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections (AIGE). Le léger report des élections intervenues répond à ce souci d'organisation d'une élection inclusive, juste et apaisée.

Les Maliens ont approuvé à 97 % le nouveau projet de Constitution, qui doit permettre à certains de ses membres de se présenter à la prochaine présidentielle.

N'y a-t-il pas là une volonté des autorités de la Transition de rester au pouvoir ?

Aucune intention de s'éterniser au pouvoir. L'élaboration de la nouvelle Constitution est une des recomman-

datations fortes des Assises 15 Nationales de la refondation (ANR). Le peuple a voté le 18 juin 2023 la nouvelle Constitution et le président de la Transition l'a promulgué le 2 juillet 2023.

Comment percevez-vous l'avenir du Mali après la Transition ?

Toute la mission des autorités de la transition se résume à un seul mot : Refondation. Certes la transition n'achèvera pas le processus de refondation, mais s'emploie à poser les jalons de la refondation totale d'un Mali stable, fort, prospère et envié. Il en sera ainsi plaise à Dieu.

Monsieur le Premier ministre, nous avons probablement érudé des questions qui vous tiennent à cœur. Avez-vous un mot de fin ?

C'est un appel au sursaut, à la cohésion, à l'unité nationale pour relever les défis multiples et complexes. C'est possible. Nos prières et nos soutiens doivent aller aux forces armées et de sécurité et aux chefs militaires qui sont en train de nous restituer notre honneur et notre dignité. Tout le reste n'est que palabre inutile. Lorsqu'on a tué des centaines de Maliens à Tombouctou, à Bamba, à Gao, à Gourma Rharous, qui a entendu la communauté internationale condamner ? Personne ? Oui a entendu les organisations des droits de l'homme dire que les droits ont été violés ? Personne ? Les Maliens doivent comprendre que notre destin est entre nos mains. Levons-nous et soutenons notre armée. Dans l'histoire de l'humanité, aucun peuple n'a recouvré sa liberté sans sacrifice. La paix n'a pas de prix, mais elle a un coût. Et ce coût-là, le peuple malien le paie déjà. C'est un coût humain, matériel et financier que le Mali est prêt à payer.

Ce à quoi je voulais appeler avant de terminer, c'est qu'il faut tout faire pour éviter les stigmatisations et amalgames. Pour vous donner un exemple en 2012 lorsque les terroristes ont assassiné les vaillants soldats maliens à Aguelhok, ceux qui sont de peau blanche les arabes et les Touaregs), ont été égorgés, ils les ont éventrés. Mais ils ont fait cela pour terroriser les Maliens et leur dire vous ne devez pas être attachés à l'Etat malien. Donc aujourd'hui, nous avons le devoir de protéger nos frères qui ont la peau blanche. Si vous voyez quelqu'un qui veut faire l'amalgame, c'est lui l'ennemi du Mali. Nous ne sommes pas naïfs. La deuxième chose, il faut soutenir sans limite, sans condition et de façon forte nos forces armées et de sécurité. Les hommes de troupes qui sont sur le terrain, les officiers qui commandent les troupes ont besoin de sentir que le peuple vibre à leur diapason. Qu'ils ne vont pas mourir pour rien. Celui

qui meurt pour le pays, il n'est pas mort pour rien. Il a donné sa vie pour une cause juste et on se rappellera de lui. Enfin, il faut faire des bénédictions pour le gouvernement. Que partout deux attitudes dominent l'action gouvernementale : la détermination sans faille pour libérer le Mali et la sagesse pour reconnaître là où on a commis des erreurs. Si nous avons ces deux armes en main, rien ne va nous arriver. Et Dieu et le peuple sont avec le gouvernement de transition, c'est pourquoi j'ai l'habitude de dire que tous ceux qui se mettront contre la transition, Dieu ne leur donnera pas son quitus. Ils vont échouer.

Diango COULIBALY, Correspondant du journal Gabonnais "Ceux Qui font l'Afrique"

Casimir Sangala



Merci aux artistes du Mali : 3 jours de don de sang pour nos FAMAS à partir de ce lundi. Bravo !

Casimir Sangala



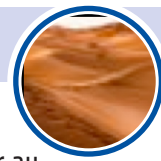
Guillaume Soro décide de mettre un terme à son exil entamé en 2019.

Casimir Sangala



Sucre : après avoir bénéficié de l'exo spéciale, certains commerçants ont bloqué le produit dans les ports et magasins, d'autres ont revendu aux industriels...

Larmes des pauvres



@ocisse691

Après #Kidal il faudra vite s'attaquer au problème d'électricité et l'annonce de la date des prochaines élections présidentielles pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel.

Ambassade de Chine au Mali



Depuis leur arrivée au Mali, les experts agricoles chinois ont formé environ 880 producteurs agricoles locaux et pratiqué l'expérimentation de plantation pour sélectionner les variétés améliorées de riz, maïs et autres. Ce qui a fortement encouragé les cultivateurs locaux.



■ Ambassade de Chine au Mali



Une nouvelle preuve de solidarité et de concrète coopération environnementale Chine-Mali. L'Ambassade de Chine a

offert un don de matériel d'assainissement à la Mairie de la Commune 11 de Bamako. On est ensemble pour construire un Bamako plus propre, un Mali plus fort et une communauté d'avenir partagé meilleur. Vive l'amitié Chine-Mali!



■ Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int



URGENT

Un faux compte twitter [réseau X] (@AEsahel) attribué à l'Alliance des États du Sahel a publié, le 11 novembre 2023, un texte dit « Déclaration de l'Alliance des États du Sahel » sur la situation au Mali, notamment à Kidal.

Le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopéra-

tion internationale informe l'opinion nationale et internationale que l'Alliance des États du Sahel ne répond pas à ce compte ; et précise que l'Alliance a ses canaux officiels de communication.

Le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale saisit l'occasion pour mettre en garde toute personne se livrant à des pratiques d'usurpation et de désinformations sournoises qui sont punies par les textes en vigueur en République du Mali.

COMMUNIQUÉ

COMMISSION BIOMÉTRIE



La Direction Générale de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les bénéficiaires de pension résidant dans le **district de Bamako**, qu'en marge **de la fourniture des pièces périodiques**, elle procédera à leur **enrôlement biométrique** à partir du **1er octobre 2023**. Cet enrôlement aura pour effet la production de cartes d'assurés biométriques.

Dans un premier temps, l'enrôlement biométrique concernera uniquement les pensionnés de Bamako.

Ils peuvent se présenter dans les Agences Principales de Bamako munis de leur **acte de naissance**.

La Direction Générale sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 25 septembre 2023

La Direction Générale



(+223) 20 22 59 17



www.inps.ml



infos@inps.ml



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

Présidentielle Quand le président sortant faisait alliance avec Wagner

La rencontre entre Ravatomanga, le « parrain » de Madagascar dont Mondafrique a fait le portrait (voir l'article ci-dessous), et Prigojine, le patron de Wagner, a eu lieu peu avant la mort de l'homme d'affaires russe. Ainsi, le 17 août 2023 en pleine préparation de la Présidentielle du 16 novembre, les deux hommes se sont réunis pour discuter de l'organisation de la sécurité personnelle du président sortant, Andry Rajoelina, afin d'assurer sa sécurité et celle de ses biens. En toutes circonstances.

Grâce à des journalistes du valeureux « Consortium international des journalistes d'investigation » (ICIJ), un enregistrement exclusif d'une rencontre entre l'allié le plus important du président, l'une des personnes les plus riches de Madagascar, Mamy Ravatomanga, et Evgueni Prigojine, le défunt homme d'affaires russe, alors chef du groupe Wagner, qui opère dans de

nombreux pays africains, comme la République centrafricaine et le Mali, et est accusé par les pays occidentaux de crime et de violence.

Prigojine avait effectué une tournée africaine en août 2023, que Mondafrique avait relaté, après que son groupe ait tenté d'organiser une mutinerie militaire contre les dirigeants militaires russes. De retour d'Afrique en Russie, le 23 août, Prigojine est décédé dans un étrange accident d'avion.

UN ETAT DANS L'ETAT

Depuis, les combattants de Wagner ne sont plus à Tana, la capitale de Madagascar. Partis en clandestinité? Ou dispersés en provinces? Le groupe de mercenaires russes pratique une stratégie de la tâche d'huile. Et si le groupe Wagner, malgré la disparition de son créateur, était resté cet électeur libre qui rendait encore des discrets services à la Russie de Poutine. Un état contre-état ?

mondafrique



Chronique du jour : Rejoindre les rangs

Dévouement, bravoure, courage, abnégation, intégrité... sont des valeurs intrinsèques du jeune désireux d'intégrer l'Armée nationale. Servir le pays avec honneur, protéger les personnes et leurs biens, se battre pour la souveraineté du Mali sur l'ensemble du territoire national..., constituent les motivations de nombreux jeunes à rejoindre les rangs de l'Armée républicaine. C'est cet état d'esprit qui fait l'objet de notre chronique du jour.

Pour devenir membre des forces de défense et de sécurité, c'est à dire d'une institution de défense des intérêts stratégiques d'un Etat, cela exige d'avoir beaucoup de qualités.

Ne sauraient suffire les seules connaissances et compétences techniques. Des qualités spécifiques sont également requises pour que prévale toujours entre frères d'armes l'esprit de solidarité.

Les militaires œuvrent et collaborent en groupe, vivent et se déplacent ensemble, interagissent avec des professionnels et autres corps de métiers.

Le volontaire apprend à cultiver aussi des valeurs comme la loyauté, le sang-froid en situation de détresse, une excellente condition physique et morale. Il est souhaitable que le candidat volontaire puisse avoir un minimum de formation académique, technique ou professionnelle.

Ceci serait un excellent atout quant à l'évolution de sa carrière. Car, une fois intégré, des opportunités de formation s'offrent à lui, pour lui permettre d'accéder à un grade supérieur.

Il a de nombreuses perspectives comme la diversité du métier (la possibilité de faire plusieurs métiers et dans de nombreuses branches), la richesse du métier (la possibilité d'apprendre le sens de responsabilité et de sacrifice, d'acquérir de nombreuses qualités humaines, de voyager à l'intérieur comme à l'extérieur du pays etc...), et l'évolution hiérarchique (étant organisée en trois catégories hommes du rangs, sous-officiers et officiers, la hiérarchie militaire permet aux jeunes recrues après des formations à l'interne d'évoluer rapidement en grade supérieur).

En outre, la jeune recrue au sein des forces de défense et de sécurité, sera amenée à collaborer avec différents corps de métiers. A commencer par les professionnels de l'armée eux-mêmes, les techniciens et supérieurs gradés, mais également avec tous les professionnels participant à l'organisation et à la vie communautaire des militaires comme les services administratifs, les restaurants etc...]

Ceux qui répondent à l'appel du pays, sont conscient des dangers qui peuvent les attendre. Quitte à y laisser leur vie, ils sont prêts à tout pour sauver leur pays, servir les intérêts de la nation, protéger leurs concitoyens et leurs biens.

On ne saurait mieux servir son pays.

Par Ben Junior

Source : Le Challenger



Justice:**Mamadou Diarrassouba placé sous mandat de dépôt**

Mamadou Diarrassouba, ancien député de Dioïla et figure influente du Rassemblement pour le Mali (RPM), a été placé sous mandat de dépôt à la maison centrale d'arrêt de Bamako (MCA) par le pôle économique et financier de Bamako. L'information a été donnée par une source digne de foi.

Récemment démissionné du CNT, l'ancien questeur de l'Assemblée nationale de 2013 à 2018 avait

mentionné dans sa lettre son intention de faire face à la justice. Il est cité dans une affaire complexe liée

à l'atteinte aux biens publics, faux et usage de faux, et complicité.

Cette affaire a déjà conduit à l'arrestation de certains de ses anciens collaborateurs notamment

l'ancien président de l'Assemblée nationale Isaac Sidibé et Mamoutou Touré. Mamadou Diarrassouba ne fait plus partie des membres du CNT.

Son décret de nomination a été abrogé par le président de Transition Assimi Goïta, le mardi 7 novembre 2023. Mamadou Diarrassouba, ancien questeur de l'Institution et non moins membre du Conseil national de transition (CNT), après plusieurs auditions dans le cadre de l'enquête préliminaire relative à l'affaire dite « atteinte aux biens publics à l'Assemblée nationale » portant sur 17 milliards de F CFA, sous le

pouvoir de l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta, avait démissionné le 23 octobre 2023.

Conformément à son vœu de voir son honneur lavé dans l'affaire de l'Assemblée nationale pour laquelle le président du Parlement, à l'époque Isaac Sidibé, et plusieurs autres sont cités et se retrouvent derrière les barreaux, l'honorable Mamadou Diarrassouba, questeur au moment des faits, malgré les actions menées pour laver son honneur, n'a pas échappé à la justice.

Rappelons qu'il a été entendu par le parquet du Tribunal de grande instance de la Commune III, chargé du Pôle économique et financier de Bamako. Les choses semblent donc se précipiter pour l'honorable Mamadou Diarrassouba, qui a occupé les fonctions de premier questeur de l'Assemblée nationale de 2013 jusqu'à la chute du régime du président IBK dans la nuit du 20 août 2020. Pour sa grande expérience parlementaire, il a été

par la suite désigné membre du CNT, l'organe législatif de la Transition. Il s'acquittait de sa mission apparemment à la satisfaction de sa hiérarchie. Tout porte

à le croire d'autant plus que ses compagnons, malgré une demande de mise en liberté provisoire,

n'ont jusque-là pas eu gain de cause. De plus en plus, l'étau se resserre autour de l'ancien premier

questeur de l'Assemblée nationale.

A suivre...

M.S
Les Echos



Protection de l'environnement: Inspir-Mali sur le chantier d'un plan d'action

Les organisations membres de l'international network for social protection Rights Mali, ont organisé un atelier les 7 et 8 novembre 2023 dans la salle de réunion de l'union technique de la mutualité malienne. Objectif: l'élaboration du plan d'action sur la protection de l'environnement.

Cet atelier de deux jours, a regroupé les représentants des organisations membres du Réseau International Network for Social Protection Rights Mali ainsi que les coordinateurs techniques des organisations et projets.

Selon Wahab Touré, Président de l'INSPIR-Mali, l'objectif de l'atelier est de permettre aux participants de comprendre les textes, la Politique nationale, ses axes stratégiques et le plan de transition écologique du Mali, afin de contribuer à la protection de l'environnement. «Nous avons une mission dédiée à la protection de l'environnement en faisant des propositions à l'Etat pour qu'on puisse relever le défi de la protection de l'environnement. Dans ce domaine, le réseau participe chaque année aux activités d'assainissement, de plantation d'arbres, de gestion des déchets biomédicaux. Donc, l'atelier va réfléchir sur l'ensemble de ses interventions afin d'appor-

ter une solution aux problèmes liés au changement climatique. Au Mali, on vit tout le temps maintenant avec les méfaits de ce changement climatique, notamment les inondations, la sécheresse», a-t-il précisé.

Inondations, sécheresses, irrégularités de pluie

Ilère N'Gongang, gestionnaire du Programme Afrique de l'Ouest à We Social Movements (WSM), a félicité le partenaire INSPIR-Mali pour l'initiative. Il a également exprimé son inquiétude face à la dégradation de l'environnement liée au changement climatique. «L'humanité doit faire face au défi du changement climatique et du déficit du travail décent. Aucune région et aucun secteur d'activité, ne sont épargnés par les impacts négatifs du changement climatique, notamment les inondations, les sécheresses, les irrégularités de pluies. Dans le monde du travail, le changement climatique influe sur les conditions de travail, affecte les revenus des entreprises et impacte la productivité. Le changement climatique affecte la protection sociale en réduisant les emplois et en détruisant le secteur alimentaire. Donc les mouvements sociaux ont aussi un rôle à jouer pour protéger l'environnement en informant et sensibilisant les individus et communautés à travers les campagnes et les ateliers sur les problèmes environnementaux, leurs causes et leurs conséquences», a-t-il insisté.

Boubacar Idriss Diarra

Le Challenger





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux

niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

Article 6 : Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Développement durable au Mali: Le CNPM propose cinq axes stratégiques

Dans le cadre de son plan d'actions quinquennal 2022-2027, le Conseil National du Patronat du Mali (CNPM), sous la direction de son président, Mossadeck Bally, a organisé à son siège, le samedi 11 novembre 2023, un séminaire de restitution des travaux des groupes de travail sur les cinq (5) axes stratégiques à l'intention du gouvernement, des directions nationales et autres. C'était sous la présidence du ministre de l'industrie et du commerce, Moussa Alassane Diallo.



Ce séminaire de restitution a enregistré également la présence des membres du Conseil National de la Transition (CNT), de l'ambassadeur de Turquie au Mali, ainsi que des patrons d'entreprises et d'institutions financières. Ils étaient nombreux à manifester de l'intérêt pour la restitution des travaux des groupes de travail sur les cinq (5) axes dont le patronat malien veut

faire son cheval de bataille pour amorcer le développement au Mali. Il s'agit entre autres des secteurs de l'énergie, du transport et infrastructures, des ressources humaines, du financement et de la fiscalité. Ces travaux de réflexions font non seulement un diagnostic pertinent sur ces différents secteurs, notamment les difficultés, les atouts, les acquis, mais ils dégagent également de

fortes recommandations pouvant permettre leur développement dans la durée. Précisément, à travers ce séminaire, il s'agit d'informer, faire un état des lieux, analyser les enjeux et les défis et faire des recommandations et des propositions de solutions pour améliorer ces axes avec la présentation des résultats de ces travaux.

Remerciant les uns et les autres qui sont venus écouter ce qu'ils ont à dire, à proposer pour faire du Mali une destination d'investissements, le président du CNPM a fait savoir que c'est avec des investissements qu'on crée de la richesse, de l'emploi dans le pays chaque année.

Aux dires du Président du patronat du Mali, Mossadeck Bally, c'est la présentation de la synthèse des travaux qu'ils ont menés depuis l'installation du bureau, le 1er octobre 2022, suite aux élections patronales du CNPM. Il dira que pour ces cinq thématiques stratégiques, ils ont pensé que pour qu'une économie soit compétitive, attire des investissements, en dehors des deux

conditions consubstantielles à tout investissement, à savoir la sécurité et la stabilité institutionnelle qui ne sont pas de leur ressort, il faut qu'elle présente au mieux quelques atouts. « Nous savons tous que pour développer un pays, il faut l'industrialiser », a-t-il précisé. Plus loin, il dira que pour industrialiser, il faut des ressources, notamment de la main d'œuvre qualifiée, donc une adéquation parfaite entre la formation donnée aux jeunes et les emplois que l'économie crée. De même, il dira qu'il ne suffit pas de produire, mais qu'il faut aussi transporter. « On a besoin de bonnes infrastructures pour transporter, pour distribuer à l'intérieur mais aussi exploiter », a expliqué Mossadeck Bally.

Par ailleurs, il a fait savoir qu'une entreprise ne peut se prospérer sans financement, et qu'il n'y a rien de pire que l'injustice fiscale.

Après avoir fait le tour des axes, le ministre de l'industrie et du commerce, Moussa Alassane Diallo, dira que ce sont des axes prioritaires du développement économique du pays. « Ce sont des axes qui sont à la fois justes et justifiés et pertinents », a précisé le ministre.

■ **Ousmane Baba Dramé**
Source : Le Républicain

Mali

L'odyssée du dernier convoi de la Minusma de Kidal vers Gao

Le 31 octobre 2023, pour les casques bleus de la MINUSMA, débutait à Kidal, dans le nord du Mali, une mission ultime, exceptionnelle à tous égards.

Ce jour-là, le dernier convoi de la MINUSMA dans la région prit le départ depuis son camp de Kidal, pour une odyssée d'un peu plus de 350 kilomètres en direction de Gao. Selon le Général de division Mamadou Gaye, Commandant de la Force de la MINUSMA, « chaque kilomètre parcouru était un succès, chaque engin explosif improvisé neutralisé était une victoire, chaque vie préservée était une source de profond soulagement. Nous savions que c'était un voyage à haut risque, mais nous avons un devoir envers ces casques bleus qui ont servi avec distinction et dans des conditions on ne peut plus difficiles dans le septentrion malien. Ils devaient tous rentrer chez eux sains et saufs ».

Dernière mission à hauts risques

Le convoi était composé de 848 soldats de la paix originaires du Tchad, de la Guinée, de l'Égypte, du Népal, du Cambodge et du Bangladesh. Il comprenait 143 véhicules. Ce qui le rendait encore plus inhabituel, c'est qu'il ne bénéficiait pas d'une couverture aérienne pour atténuer la menace terroriste, hélas omniprésente dans ces zones hostiles. De plus, la majorité des véhicules n'étaient pas blindés, exposant davantage leurs passagers à un risque constant. « Nous n'étions pas seulement des soldats, mais aussi des frères et des sœurs sur cette route de tous les dangers. L'esprit de ca-

maraderie nous a permis de surmonter l'adversité », a témoigné un des casques bleus tchadien du convoi.

Mais pourquoi la MINUSMA a-t-elle pris le risque de lancer une telle opération ? La décision est justifiée par la rapide détérioration de la situation sécuritaire et la montée concomitante des tensions au niveau local, mettant chaque jour davantage en danger la vie des casques bleus, dans un contexte marqué par la réduction très significative des capacités de la Mission. Celle-ci, en vérité, n'était plus en mesure de protéger ses personnels et ses installations. L'opération d'extraction des personnels de la Mission de Kidal a été rendue encore plus compliquée par l'absence



d'autorisations suffisantes pour effectuer les rotations aériennes requises pour transporter casques bleus et équipements sensibles. De fait, près de 400 casques bleus qui auraient dû être ramenés à Gao par avion ont été obligés de prendre la route. À cela s'est ajouté le blocage, à Gao, depuis fin septembre, des convois logistiques qui devaient rallier la région de Kidal et rapatrier les équipements lourds appartenant aux pays contributeurs de troupes et de personnels de police ainsi qu'aux Nations unies.

La décision prise était assurément le moindre mal. Il fallait faire un choix entre partir, pour préserver la

vie des casques bleus, ou rester sur place, avec la certitude de continuer à les exposer à une situation sécuritaire devenue véritablement intenable. Un autre facteur a également pesé dans la balance : le risque, réel, de ne plus pouvoir répondre à leurs besoins de base, du fait de la réduction drastique des réserves alimentaires et des difficultés de ravitaillement de Kidal.

Face à ce dilemme cornélien, la MINUSMA a bien entendu donné priorité à la préservation de la vie de ses casques bleus. « La destruction de l'armement et des munitions était une décision difficile, quoique conforme à la réglementation des

Nations unies, mais elle a contribué à sauver des vies en évitant qu'ils ne tombent en de mauvaises mains. Notre mission était de protéger, et nous l'avons fait », a souligné un casque bleu.

Lorsque le dernier convoi a quitté la base de Kidal le matin du 31 octobre, les casques bleus ont optimisé tous les espaces disponibles pour embarquer et faire partir tous les frères et sœurs d'armes. Aussi, du fait des limitations des capacités d'emport des moyens roulants, le convoi ne pouvait pas faire le plein de rations, d'eau et de carburant. « Parfois, la seule chose qui nous motivait était l'espoir de rentrer chez nous sains

et saufs. C'était un test de volonté autant que de courage », a ajouté un autre soldat, du contingent guinéen.

Détermination des casques bleus face au danger des mines

Les jours où le convoi n'a pas rencontré de mines ont été rares. La première explosion s'est produite le jour même du départ, alors que le convoi n'était qu'à 25 kilomètres au sud-ouest de Kidal. En raison de sa longueur, d'environ 9 km, de sa taille, ainsi que de contraintes de mobilité terrestre (pistes sablonneuses), le convoi ne pouvait espérer parcourir plus d'une cinquantaine de kilomètres par jour. Heureusement, aucun casque bleu n'a été blessé dans ce premier incident, mais le véhicule blindé de transport de troupes affecté fut complètement endommagé, obligeant le convoi à l'abandonner sur place.

Le 1er novembre, un autre véhicule blindé de transport de troupes a été touché par l'explosion d'un engin explosif improvisé à environ 52 kilomètres au sud-ouest de Kidal. « Chaque explosion de mine était un rappel brutal de la réalité et de la volatilité de notre environnement opérationnel. Nous savions que le danger était omniprésent, mais nous avons continué », a témoigné Mahamat, soldat du contingent

tchadien. Huit casques bleus ont été blessés, dont deux grièvement. Tous furent évacués par hélicoptère vers l'hôpital militaire de la MINUSMA à Gao.

Le 3 novembre, un troisième véhicule blindé de transport de troupes a été touché par un autre engin explosif improvisé alors que le convoi se trouvait à 88 kilomètres au sud-ouest de Kidal, dans la zone d'Anéfis. « Chaque pas dans ce désert devait être exécuté avec une extrême prudence, chaque poussière soulevée cachait peut-être une menace. Les mines étaient notre ombre constante, mais nous avançons malgré tout, guidés par notre détermination à accomplir avec succès notre dernière mission en terre malienne », a souligné un casque bleu du contingent guinéen. Les 7 casques bleus blessés lors de cet incident furent évacués, et le véhicule endommagé laissé sur place. À ce stade, le matériel montrait des signes évidents de fatigue, tout comme les casques bleus au demeurant, qui souffraient d'un manque d'eau potable et de nourriture.

C'est dans ce contexte que le convoi a été réapprovisionné le 6 novembre en eau, en nourriture et en pièces de rechange pour les véhicules, grâce à deux vols d'hélicoptères de la MINUSMA en provenance de Gao. L'opération est délicate, car le

ravitaillement par air nécessitait la sécurisation préalable d'une zone de posée pour permettre l'atterrissage des hélicoptères et la livraison des produits vitaux qu'ils transportaient.

Survivre et réussir malgré tous les obstacles

Il aura fallu huit jours de voyage périlleux à travers le désert pour atteindre Gao. Les casques bleus ont dû surmonter des épreuves de toutes sortes, y compris des conditions météorologiques défavorables, en plus d'avoir dû, à chaque fois que requis, faciliter le déroulement d'évacuations sanitaires complexes du fait de l'éloignement des points d'incidents. Le convoi a été victime de six explosions de mines au total, blessant en tout 37 personnels en uniforme et endommageant sept véhicules. Fort heureusement, la très grande majorité des soldats blessés sont depuis sortis de l'hôpital, les autres étant dans un état stable hors de tout danger.

À leur arrivée à Gao, les casques bleus étaient plus qu'exténués, mais ils portaient en eux la fierté légitime d'avoir accompli leur mission avec bravoure dans des conditions extrêmement difficiles.

■ Source: Minusma
Source : Le Républicain

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 - Mail: @gmail.com
Site: www.malikile.com



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**APPEL
GRATUIT**

**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Rassemblement pour le développement et la solidarité (RDS): Les 20 ans de combat du parti sur la scène politique malienne fêtés

Le Rassemblement pour le Développement et la Solidarité (RDS) a commémoré, le samedi 11 novembre 2023, le 20ème anniversaire de sa création. A cette occasion, une manifestation a été organisée couplée à une conférence nationale numérique à la maison des aînés de Bamako. La cérémonie a enregistré la présence des représentants de plusieurs partis politiques au Mali. C'était une occasion pour les militantes et militants du parti d'affirmer leurs 20 ans de combat sur la scène politique malienne, mais aussi de réaffirmer leurs convictions et ambitions pour le Mali.



Le parti a adressé un message de paix aux gouvernants et aux gouvernés pour que s'installe et se consolide la bonne gouvernance, à travers notamment, la lutte contre la corruption, le respect des biens publics, la bonne gestion et une justice équitable au Mali. Dans son allocution, le prés-

ident du parti, Younouss Hameye Dicko, a rappelé que leur formation politique est créée le 12 novembre 2013. Le parti commémore ainsi ce 20ème anniversaire dans la plus grande simplicité, comme le recommandent les circonstances dans lesquelles vivent les populations du Mali, la crise sécuritaire qu'impo-

sent des bandits sans foi ni loi, des terroristes invétérés et ceux qui se réclament de l'islam djihadiste. « Par rapport à tous ces maux, nous prions Dieu pour qu'il éloigne de nous, toutes ces terribles calamités. Nous profitons de ce moment pour implorer Dieu afin qu'il réserve son Paradis éternel à tous ceux qui sont

morts sur les champs de bataille et même ailleurs », a déclaré le président. Selon lui, le renforcement de l'unité et de la solidarité nationale, peut contribuer à combattre ces crises auxquelles le pays fait face. C'est dans ce cadre, a-t-il déclaré, qu'avec une société politique et civile apaisée et une bonne gouvernance, le peuple connaîtra la fin de toutes les souffrances ambiantes du moment. Ainsi, à propos de la bonne gouvernance, il a souligné qu'il est de notoriété publique que le Président de la transition le colonel Assimi Goïta est en train

de déployer des multiples efforts pour l'atteinte du mieux vivre au Mali dans les villes comme dans les campagnes. « Aujourd'hui, les efforts déployés par le Président sont perceptibles et visibles par tous. Nous félicitons les éléments des forces de défense et de sécurité qui consacrent leurs vies pour garantir la paix et la sécurité sur toute l'étendue du territoire national du Mali. Notre quête de paix et de sécurité, de bonne santé et de mieux vivre, sera encore renforcée, si nous instaurons dans notre pays, une ambiance de fraternité, de

concorde, de paix, d'entraide et de solidarité », a estimé le président du parti. Le professeur Younouss Hameye Dicko fait le bilan des 20 ans de sa formation sur la scène politique malienne, notamment le rôle d'éveil des consciences des populations maliennes ; le combat au sein de certaines alliances avec d'autres partis et associations. « Le RDS a été de tous les combats pour le Mali », a-t-il conclu.

Moussa Samba Diallo
Source : Le Républicain

Konimba Sidibé : Lettre ouverte à la jeunesse malienne

En passant devant un commissariat l'autre jour, mes larmes ont brusquement coulé quand j'ai vu une foule dense de jeunes en rang serré (dont de nombreuses jeunes filles assises ou couchées par terre totalement épuisées apparemment par de longues heures d'attente, depuis l'aube pour beaucoup m'a

t-on dit) juste pour avoir un document administratif. A quelle fin ? Juste pour passer des concours de recrutement dans les forces de défense et de sécurité auquel plus de 80c/o d'entre eux n'ont aucune chance de réussir. Pour la très grande majorité, ils le font quand même parce qu'il faut bien s'accrocher à une petite lueur d'espoir pour avoir un emploi et des ressources pour survivre et éviter le basculement dans la déprime totale. Et cela, trois ans après la grande ferveur nationale née de la chute du régime du Président Ibrahim Boubacar Kéïta que tous espéraient être l'orée d'une grande révolution véritablement refondatrice du Mali, de l'avènement d'un Malikura.

Nous sommes loin de la mesure réelle de l'ampleur de la détresse que vit notre jeunesse. Une véritable « bombe sociale » si elle devrait rester en l'état pendant des années encore !!!

Le bout du tunnel dans cette longue traversée de la nuit par le Mali : nous n'en verrons jamais la couleur si la gouvernance du pays reste en l'état. L'assourdissant vacarme terrorisant des mercenaires sur les réseaux sociaux, la propagande de souverainistes à deux sous, les mensonges savamment distillées et la terreur organisée n'y changeront rien.

Jeunes du Mali, posez-vous ces questions simples : depuis trois ans de transition qu'est ce qui a vraiment changé dans ma vie ainsi que dans celle de mes parents, camarades, amis et simples connaissances ? Où en sommes-nous avec les injustices et inégalités criardes, la corruption et

l'impunité qui font des ravages dans notre pays depuis des décennies ? Ai-je aujourd'hui plus de chances

de mener une vie meilleure qu'au cours des décennies passées, chances d'accès à l'éducation, à la santé, à l'eau potable, à l'électricité, à la justice dans les tribunaux, et tout simplement de meilleures chances de joindre les deux bouts ? Faites votre bilan personnel, ne vous laissez influencer par personne (moi y compris, je ne détiens pas l'ultime vérité, j'ai des convictions, des engagements, une expérience et une capacité d'analyse de la gouvernance de notre pays adossée à des décennies de lutte politique, mais je peux me tromper comme tout le monde - errare humanum est).

Ce que je reproche aux autorités de transition dans tout ça ? Ce n'est pas d'en être la cause, mais c'est surtout d'avoir maintenu la gouvernance du pays dans cette voie qui prive notre pays et notre jeunesse d'avenir depuis des décennies, la voie de l'effondrement programmé du pays. D'avoir fait rater une occasion historique de mettre les prédateurs de notre pays hors d'état de nuire et jeté notre révolution

refondatrice dans les poubelles de l'histoire. Je ne doute pas qu'il y'a parmi les élites dirigeantes de cette transition (civiles et militaires) d'authentiques patriotes comme dans toutes les catégories socio-professionnelles du pays), mais ma conviction est que sa frange prédatrice de ressources publiques reste largement hégémonique (dominante) comme par le passé.

2

Jeunes du Mali,

Sachez que les critiques stériles, les lamentations et gémissements en privé ne changeront rien à votre situation dramatique. Sachez que CE PAYS EST A VOUS car vous représentez plus de 75 % de sa population et IL NE SERA QUE CE QUE VOUS EN FEREZ. Sortez de l'instrumentalisation dans laquelle vous êtes enfermés par les gouvernants depuis des décennies,

sortez de la peur et PRENEZ VOTRE DESTIN EN MAIN, SOYEZ LES SUJETS ACTIFS DE VOTRE HISTOIRE, ET D'UNE NOUVELLE AVENTURE GLORIEUSE POUR LE MALI. ENGAGEZ-VOUS POUR VOUS- MEMES ET POUR LE MALI. AGISSEZ POUR L'AVENEMENT DU MALIKURA.

Konimba Sidibé



Foyers conjugaux : Un ring de boxe qui ne dit pas son nom

Encore une énième victime des violences conjugales sous le regard silencieux d'une société malienne qui a perdu tous ses repères d'approche et de remèdes. Mais comment sommes-nous arrivés jusqu'à ce niveau de bassesse ?



Le mariage pour le pire et pour le bonheur

Parler de mariage dans une société comme celle du Mali relève d'une forte sensibilité tant pour la jeune mariée que pour le jeune marié. En effet, on vit dans une société qui n'incarne plus ces valeurs traditionnelles, culturelles et coutumières qui faisaient sa forteresse et à travers lesquelles enfants, femmes, jeunes et vieux se ressour-

çaient pour mieux bâtir leurs responsabilités d'homme et de femme, de mari et d'épouses, de père et de mère voire de chef de famille et de gardienne du foyer. Au fil des années, nous avons muté et donnant accès à toutes sortes de corruption sociétale pouvant entacher nos valeurs. Avant, le mariage était conçu et murement réfléchi par les familles au nom de l'humanisme et des liens sacrés du sang, de l'amitié ou du voisinage sur la longue durée.

Le mariage pour le pire et pour le bonheur portait là tout son sens, ce qui amenait la femme déjà bien éduquée à faire preuve de patience, de soumission et de respect vis-à-vis de son mari dans les bons et mauvais moments et à ce dernier de veiller à la protection des intégrités physique et morale de son épouse et à son épanouissement au sein du foyer. Au fil du temps, la société malienne s'est lancée dans un suivisme tendancieux sans

agissement et laissant libre cours aux jeunes au point d'arriver à ce qu'on n'avait jamais imaginé qui puisse intervenir entre un mari et son épouse. Les violences conjugales connaissent aujourd'hui une grande ampleur et une ascension très fulgurante le tout couronné par un laxisme et une forte banalité qui prive le mariage de sa sacralité et de contenu valorisant l'expression «pour le pire et pour le bonheur». La désacralisation du mariage

Le mariage est sacré de par l'amour, le soutien, la confiance mutuelle, la protection et l'esprit de réciprocité qu'il promet au sein du couple. Il est cependant malheureux de constater l'absence de ces valeurs chez les couples mariés en raison du manque d'information et d'éducation que la société a rejeté depuis maintenant des décennies. Avant, les conditions autour de l'union sacrée de deux personnes étaient minutieusement triées pour éviter tous désagréments mutuels, toutes sources de violence et de corruption tant pour le foyer mais aussi pour la société en passant par les familles du couple marié. Aujourd'hui, le constat sur ces conditions est amer car ni les familles, ni même les mariés n'ont que faire du renforcement des liens du mariage qui doivent obéir non seulement au principe de sacralité qui est l'essence même de l'acte, car elle est celle qui pousse la femme à l'obéissance et la soumission à son mari et à ce dernier honnêteté et fidélité à son épouse afin d'offrir un meilleur cadre familial à leur progéniture appelée à leur tour à juguler la corruption sociétale. Compte tenu de ces manquements, il est urgent qu'on jette un regard rétrospectif sur toutes ces valeurs qui faisaient le fort de nos liens sacrés du mariage pour pouvoir au moins espérer faire bloc à ce fléau de violences et de corruption conjugales. Le choc des irresponsabilités

Nous vivons aujourd'hui dans une

société en pleine rupture avec les responsabilités en commençant tout d'abord par celle de cette dernière, ensuite celle des parents et des gardiens de nos coutumes et traditions. L'insistance et la rigueur ne sont plus de taille dans les choix de mariage et l'appartenance familiale n'est plus une question sur laquelle on insiste comme c'était le cas avant. Avant, quand une famille apprenait l'intérêt que l'autre portait sur une de ses filles, on faisait tout d'abord preuve de responsabilité c'est-à-dire en se donnant la peine de mieux chercher à connaître les valeurs nourries par les membres de la famille intéressée.

Mais à notre époque, c'est le mercantilisme qui joue les premiers rôles et les moralités sociétales et religieuses ne comptent plus et c'est de là qu'on érige en toute irresponsabilité le ring de boxe pour les deux futurs mariés qui auront cherché à se connaître bien avant que les deux familles ne soient impliquées. C'est ce qui me pousse à pointer du doigt la part de responsabilité les parents qui vont jusqu'à céder aux caprices et pire aux menaces de leurs enfants qui se jurent de s'octroyer tous les moyens pour pouvoir arriver à leurs fins. Il convient de mentionner l'absence de poids que les parents d'hier avaient dans certains choix que leurs enfants étaient amenés à prendre. Par ailleurs, il est important de rappeler aussi la démission des gardiens de nos coutumes et traditions qui, étaient les plus sollicités dans les démarches pour l'union de deux personnes afin qu'elle puisse porter ses fruits pour des bonheurs éternels et partagés.

La victimisation du futur chef de famille

On ne naît pas chef de famille, on l'apprend pour ensuite l'exercer avec beaucoup d'arts. J'ai souvent

l'habitude de me dire qu'on a tellement mis sur l'éducation des jeunes filles au point d'oublier celle des jeunes garçons. C'est à la fille qu'on apprend tout dès le bas âge aux côtés d'un garçon totalement démuné et esseulé dans la nature. L'amalgame se situe au niveau de la réduction de la femme à certaines tâches et à certaines habitudes qui pourtant peuvent incomber également au jeune garçon pour un foyer bien épanoui dans la réciprocité. Et c'est depuis là qu'on donne vie à l'instinct de violence car on conduit un jeune garçon dans son foyer sans la moindre éducation en termes d'implication dans les tâches du foyer et qui pensera que la femme à qui on a tout appris demeure celle qui doit veiller à tout et même aux moindres détails sinon c'est des cris, des coups et blessures. Or, on pouvait les éviter si on avait inclus le garçon au même titre que la femme. Un homme qui n'a jamais nettoyé à titre d'exemples les chaussures de sa maman, qui n'a jamais fait le lit ou lavé les toilettes dans sa famille, qui n'est jamais allé faire le marché, à qui on n'a pas appris la vaisselle et la lessive ne se gênera pas de violenter sa partenaire à chaque fois que celle-ci manquera à une de ces tâches qu'il considère dans sa compréhension des choses. La solution pour apporter de la quiétude au sein des foyers serait de miser sur une bonne éducation et communication auprès des garçons et que leur implication dans les tâches soit de rigueur car un foyer se construit à deux et non par la force physique d'un mari ou d'une épouse. Que chacun puisse veiller à ses responsabilités et qu'on arrête d'être complices de ces malheurs qui entachent notre vivre ensemble.

Amadou O. WANE
Inter de Bamako

La détention controversée de Ousmane Sonko : Un défi pour la démocratie au Sénégal



Dans un récent communiqué, Me Cire Cledor Ly, avocat sans frontières et membre du collectif de défense de Ousmane Sonko, exprime sa profonde préoccupation face à la situation actuelle de son client. Le communiqué dé-

nonce les pratiques de l'administration pénitentiaire et des autorités sénégalaises qui, selon l'avocat, ont enfreint leurs engagements en matière de traitement des détenus. Cette affaire soulève des questions sur la démocratie, les droits de

l'homme et la souveraineté nationale au Sénégal.

Le communiqué souligne le mécontentement de Me Cire Cledor Ly face à la dégradation de la situation au Sénégal. Il déplore l'arrogance des

autorités et l'absence de respect envers les acteurs de la justice, le corps médical, la société civile et d'autres institutions de l'État qui sont fidèles à la constitution et à l'éthique démocratique. L'avocat souligne également le silence de la communauté internationale, à l'exception de l'Union interparlementaire, face à une situation qui semble s'enfoncer dans une dictature répressive.

Selon Me Cire Cledor Ly, tous les moyens sont utilisés pour entraver la volonté populaire lors des prochaines élections du 24 février 2024. Il affirme que la privation des droits électoraux d'Ousmane Sonko et les manœuvres judiciaires et policières visant à maintenir le leader politique en détention sont autant de tactiques visant à empêcher une alternance démocratique. L'avocat met en garde contre d'éventuelles manifestations pacifiques qui pourraient être sévèrement répri-

mées, donnant ainsi un prétexte pour reporter les élections et instaurer une dictature violente.

Le communiqué critique le gouvernement sénégalais pour son attitude de défi envers la souveraineté internationale. Me Cire Cledor Ly souligne que la communauté internationale, en dehors de l'Union interparlementaire, ne prend pas de mesures concrètes pour mettre fin aux dérives autoritaires au Sénégal. Il rappelle que cette souveraineté internationale se dit garante des valeurs qui, lorsqu'elles sont violées, menacent la paix et la sécurité régionales et mondiales.

L'avocat réaffirme son engagement à obtenir la libération d'Ousmane Sonko dans les plus brefs délais. Il considère que la détention de son client est le résultat de manœuvres judiciaires et policières inacceptables pour la société et la communauté internationale, qui restent

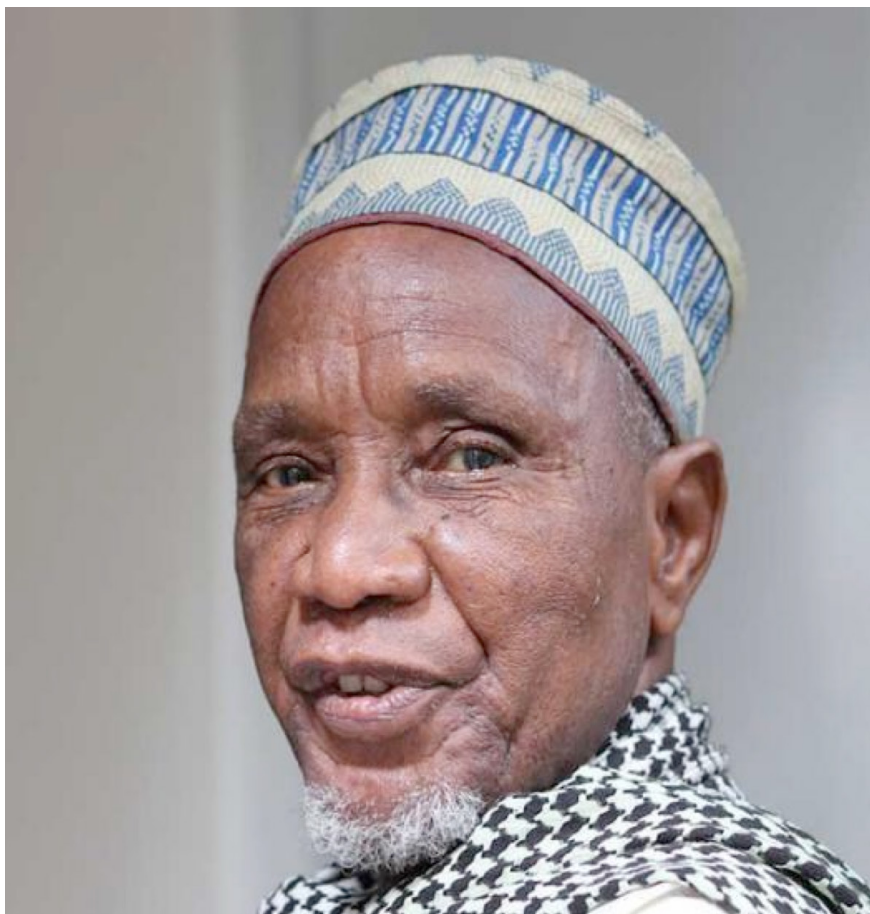
attachées aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, qui consacrent le droit à la résistance à l'oppression.

Le communiqué de Me Cire Cledor Ly met en lumière les préoccupations liées à la détention controversée de Ousmane Sonko au Sénégal. Il soulève des questions fondamentales sur la démocratie, les droits de l'homme et la souveraineté nationale. Cette affaire nécessite une vigilance accrue de la part de la communauté internationale et invite tous les acteurs impliqués à respecter les principes constitutionnels, moraux et éthiques qui sont essentiels pour garantir la stabilité et la paix dans la région.

La rédaction

À Gaza Il n'y a pas que le Hamas !

Quand c'est Israël qui est en cause les démocraties d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, leurs institutions parlementaires, leurs partis toutes tendances confondues, leurs médias, la majorité de leurs opinions et la plupart de leurs intellectuels ...sont sans nuance: l'état hébreu a toujours raison, sur tout et contre tout le monde, y compris contre l'évidence. Ils s'interdisent donc, et interdisent au reste du monde, de rouvrir le lourd casier judiciaire de l'état d'Israël depuis sa création, fait d'expulsions de populations de leur sol natal (comme cela se fait aujourd'hui dans le Haut Karabakh au grand dam des Européens), de spoliations de terres agricoles,





de destructions d'habitations à la dynamite, de liquidations et de massacres plus ou moins sommaires (près de 6500 Palestiniens tués entre 2008 et 2023, contre 300 Israéliens dans le même temps) , d'assassinats ciblés (Cheikh Yassine paraplégique abattu à l'aube à la sortie de la mosquée en même temps que ses accompagnateurs), de punitions collectives, d'enlèvements d'opposants (y compris dans des hôpitaux), d'emprisonnements sans procès (12.000 Palestiniens dans les geôles israéliennes) d'actes de torture morale et physique, de mise en quarantaine de villes et de villages entiers...Pour que ces actes délictueux et ces crimes ne soient pas jetés en pâture et ne servent à faire mieux comprendre le désespoir qui conduit ,quelquefois, les Palestiniens à des actes condamnables, on interdit les manifestations pro

palestiniennes (qui sont des manifestations en soutien aux Palestiniens et non pour défendre la cause du Hamas!),et on encourage, quand on ne suscite pas, celles qui sont menées en faveur du gouvernement d'Israël...

Quand les Russes bombardent les villes ou villages d'Ukraine, les médias occidentaux sont aux cotés des victimes ukrainiennes, témoignent des violences qu'elles ont subies, rendent compte de leurs besoins en nourriture et en médicaments, montrent les dégâts qu'elles ont subis ...Quand les Israéliens font tomber sur Gaza un déluge de feu autrement plus dévastateur que celui subi par les Ukrainiens, ils mènent leurs investigations du côté de l'assaillant, donc en terre israélienne, témoignent de la douleur et de la colère des victimes israéliennes et expriment leur

compassion. Le résultat c'est que si l'on sait précisément l'ampleur du désastre subi par les Israéliens, on ne sait pratiquement rien du sort des Gazaouis, alors que ceux-ci ont reçu en une journée et de l'aveu même des Israéliens, plus de 500 bombardements sur un petit territoire totalement urbanisé où la densité de la population est l'une des plus fortes du monde.

Israël se dit en guerre, mais même les guerres ont des lois, des règles fixées par la communauté internationale et qui protègent les populations civiles et qu'il bafoue impunément, comme il a toujours bafoué les résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies à laquelle il doit pourtant son existence. Il s'agit désormais de savoir si l'objectif du gouvernement israélien est d'éliminer de la scène politique le Hamas, qui aurait déjà

perdu 1500 combattants, ou de rayer Gaza et ses habitants de la carte. Le petit territoire qui est sous blocus ou sous embargo israélien depuis plus de 55 ans, n'a plus depuis plusieurs jours ni eau, ni électricité ni nourriture, ni médicaments et cela n'émeut nullement les pays occidentaux qui annoncent la suspension de leur aide humanitaire, ce qui représente une double peine pour une population qui n'a plus aucun recours. Si le Hamas a sa base et ses combattants à Gaza, il n'y a pas que le Hamas à Gaza, il y a près de 2.500.000 hommes, femmes et enfants qui, depuis des décennies, tentent de survivre dans cette prison à ciel ouvert, certains sont déjà ensevelis sous les bombardements et ceux qui sont encore en vie étouffent sous la poussière, ne dorment plus, même en se bouchant les oreilles,

ne mangent plus, ne peuvent plus aller se soigner parce que les hôpitaux manquent de médicaments et de personnels ainsi que de fuel pour s'éclairer et faire fonctionner leurs appareils.

Il y aurait, dit la presse occidentale, 1200 morts à Gaza ! Non seulement elle est mal placée pour fournir les bons chiffres, mais surtout elle est, et de très loin, au-dessous de la vérité. Ce ne sont pas seulement des installations militaires ou para militaires qui ont été détruites à Gaza, ce sont des maisons et des immeubles de plusieurs étages, peuplés d'hommes, de femmes et d'enfants qui ne sont pas des combattants, ce sont des infrastructures sociales et culturelles qui ont été écrasées par les bombes et la plupart du temps sans sommation. Si l'Occident continue à faire de la

surenchère et à pousser Israël à punir les Palestiniens sans distinction, si les autorités israéliennes continuent à prêcher la violence, à tenir un discours méprisant à l'endroit de tous les Gazaouis et à les traiter « d'animaux qu'il faut combattre comme des animaux », à déclarer être prêtes à sacrifier la vie des 200 otages détenus par le Hamas, il n'est pas exclu, au rythme où se poursuivent les bombardements, qu'il y ait sous les décombres des dizaines voire des centaines de milliers de morts « d'animaux ». Ce sera alors, pour la région, le plus terrifiant massacre humain de l'Histoire depuis l'assaut lancé par les Mongols contre Bagdad en 1258 !

Fadel Dia

30e sommet de l'APEC

Pour « un avenir résilient et durable pour tous »

San Francisco aux États-Unis accueille du 14 au 17 novembre 2023 le 30e Sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC). Les dirigeants des pays membres de l'organisation vont échanger autour du thème « créer un avenir résilient et durable pour tous ».

Fidèle à son idéal de départ à savoir la facilitation de la croissance économique, la coopération, les échanges et l'investissement de la région Asie-Pacifique, les questions économiques seront largement débattues au cours de ce sommet dans un contexte de la montée des facteurs d'instabilité et d'incertitude dans l'économie mondiale. Les pays de l'APEC, en tant que moteur économique de la croissance mondiale, doivent accorder leurs vues pour donner un souffle plus vivifiant à l'économie

post-Covid. C'est bien de résilience dont il est question afin de résister aux soubresauts d'un monde instable. Représentant 38 % de la population mondiale, soit près de 3 milliards de personnes, environ 62 % du PIB et près de la moitié du commerce mondial, les membres de l'APEC mesurent la place qu'ils occupent dans la bonne marche de l'économie à l'échelle de la planète.

En plus des questions économiques qui vont occuper largement les échanges, le sommet va se pencher aussi sur les thématiques liées à la durabilité et la réduction des émissions du CO2 par les économies dans le cadre de la lutte contre le changement climatique.

Il est à souligner que la Chine a été au premier plan des initiatives en faveur de la dynamisation de la coopération économique dans

la région Asie-Pacifique. Son engagement pour la stabilité et la prospérité dans cette région s'est traduit à travers des propositions comme la « communauté de destin Asie-Pacifique », le « rêve pour l'Asie-Pacifique » et le « partenariat Asie-Pacifique » proposées par le président chinois Xi Jinping. A titre d'exemple, le volume des échanges commerciaux entre la Chine et la région Asie-Pacifique a atteint, en 2022, 3 100 milliards de dollars américains, soit une augmentation de 19,2 % sur un an, représentant 36,8 % du commerce extérieur total de la Chine. Dans le cadre de la mise en œuvre du Partenariat économique régional global (RCEP) de haute qualité, la Chine a apporté un appui supplémentaire aux autres États membres. Le volume total des importations et des exportations a atteint 12 950 mil-



liards de yuans, soit une augmentation de 7,5 % sur un an.

Cette année marque le 45e anniversaire de la mise en œuvre de la politique de réforme et d'ouverture de la Chine. À cette occasion particulière, si l'on considère aussi bien les relations entre la Chine et la ré-

gion Asie-Pacifique que celles entre la Chine et le monde, l'inspiration historique qu'elles contiennent est inestimable. Après la réforme et l'ouverture, l'APEC était la première organisation de coopération économique au niveau régional à laquelle la Chine a participé. La Chine a avancé pas à pas dans ses

réformes, accélérant son ouverture au monde extérieur, dans le but de partager les opportunités de développement avec la région Asie-Pacifique et le monde sans oublier son propre développement.

Karim Badolo

Source : français.cgtn.com

De retour en Afrique

L'ex-premier ministre ivoirien Soro rencontre le général Tiani au Niger

De retour sur le continent africain après près de cinq ans d'exil, l'ancien premier ministre ivoirien Guillaume Soro, condamné à perpétuité dans son pays natal, a rencontré lundi à niamey le général Abdourahmane Tiani arrivé au pouvoir par un coup d'etat en juillet.

M. Soro avait déclaré dimanche soir mettre fin à son "exil" qui l'avait conduit ces dernières années en France, en Belgique et à Dubaï notamment,

indiquant qu'il lui était "pénible de vivre loin" de sa "terre ancestrale et natale d'Afrique".

"J'ai eu l'honneur d'être reçu ce jour en audience par le président de la

transition du Niger, chef de l'État, le général Abdourahmane Tiani, accompagné du général Salifou Mody, ministre de la Défense, et du général Mohamed Toumba, ministre de l'Intérieur", a-t-il déclaré sur son

compte X (ex-Twitter).

“L’entretien qui a duré une heure et demie a été exceptionnel par la qualité et la profondeur des échanges”, a-t-il poursuivi.

“Il a fallu que ce soit un gouvernement militaire au Niger qui me permette de fouler ma terre chérie ancestrale d’Afrique”, a-t-il ajouté à l’issue de l’entretien, selon une déclaration diffusée sur la télévision nationale nigérienne.

Plus tôt dans la matinée, M. Soro avait annoncé se trouver à Niamey depuis samedi.

Pour son retour sur le continent africain, il n’est pas rentré directement dans son pays natal où il est sous le coup d’une condamnation à perpétuité.

Il a choisi le Niger, pays qui entretient des relations tendues avec la Côte d’Ivoire depuis le coup d’Etat militaire du 26 juillet qui a renversé Mohamed Bazoum et porté le général Tiani au pouvoir.

Dans les semaines qui ont suivi le putsch, le président ivoirien Alassane Ouattara faisait partie des voix ouest-africaines les plus déterminées en faveur de sanctions économiques et d’une intervention militaire pour rétablir Mohamed Bazoum dans ses fonctions.

Le président Ouattara, qui a assisté à un sommet Arabie Saoudite-Afrique à Ryad, y avait rencontré vendredi le Premier ministre nigérien nommé par les militaires, Ali Mahamane Lamine Zeine.

Contacté par l’AFP, le porte-parole du gouvernement ivoirien Amadou Coulibaly n’a pas souhaité faire de commentaire sur la réunion entre MM. Soro et Tiani.

“MANOEUVRER EN RELATIVE SECURITE”

“Il y a une sorte de nouvelle configuration géopolitique dans la sous-région avec trois juntes [Burkina, Mali, Niger] qui voient Abidjan comme un adversaire. Guillaume Soro se rapproche géographiquement de la Côte d’Ivoire et pourra manoeuvrer dans ces pays en re-



lative sécurité”, estime l’analyste politique ivoirien Arthur Banga.

“L’adage est bien connu, l’ennemi de mon ennemi est mon ami. Soro choisit le Niger parce qu’il sait que les relations actuelles entre Abidjan et Niamey sont exécrables”, abonde Geoffroy Kouao, également analyste politique à Abidjan.

Chef de la rébellion qui contrôlait la moitié nord du pays dans les années 2000, Guillaume Soro avait aidé militairement Alassane Ouattara à accéder au pouvoir lors de la crise post-électorale de 2010-2011 face au président sortant Laurent Gbagbo, qui refusait d’admettre sa défaite.

Il était alors devenu le premier chef du gouvernement de M. Ouattara, puis président de l’Assemblée nationale en 2012, avant une rupture début 2019 en raison, selon plusieurs observateurs, des ambitions

présidentielles de M. Soro.

Il a été condamné en 2020 en son absence à 20 ans de prison pour “recel de détournement de deniers publics” en Côte d’Ivoire, puis à perpétuité un an plus tard pour “atteinte à la sûreté de l’Etat”, accusé d’avoir fomenté une “insurrection civile et militaire” visant à renverser le régime de M. Ouattara en 2019. Son appel avait été jugé irrecevable.

Guillaume Soro était déjà sorti du silence en mai dernier, affirmant qu’aucune raison ne l’empêchait d’être candidat à la prochaine élection présidentielle, prévue en 2025 en Côte d’Ivoire.

Son mouvement politique, Générations et peuples solidaires (GPS) a été dissout en Côte d’Ivoire en juin 2021.

Tv5monde

Brésil

L'ex-femme de Dani Alves porte plainte contre lui

Depuis plusieurs mois maintenant, Dani Alves est en détention provisoire. L'ancien joueur du PSG est accusé d'agression sexuelle par une jeune femme de 23 ans qu'il a croisée en boîte de nuit à Barcelone en décembre dernier. Depuis, le brésilien a été lâché par plusieurs proches, notamment sa compagne Joana Sanz, qui a mis un terme à leur relation lors de son incarcération.



En revanche, son ex-femme, Dinora Santana, elle, a longtemps soutenu Alves. Mais ce n'est plus le cas à présent. Depuis quelques semaines, elle a décidé de prendre ses distances avec lui. Ce lundi, AS explique qu'elle a même porté plainte contre le footballeur pour l'empêcher de parler et de contacter leurs deux enfants, Victoria et Daniel.

En effet, elle s'était installée avec eux en Espagne et elle avait même fait les démarches pour qu'ils soient scolarisés puisque cela pouvait faci-

liter la demande de libération du joueur. Mais le juge n'en a pas pris compte. A la suite de cette décision, le latéral droit n'a plus donné de nouvelles. Son ex-femme s'est sentie utilisée par les avocats du joueur, qui lui avaient dicté quoi dire, et elle a donc décidé de déposer plainte. «Ses enfants ne l'ont pas vu depuis le 6 mai. Depuis, il ne veut rien savoir de nous. Ce sont ses enfants (...) Tout cela est dû au fait que sa femme était très blessée par son infidélité et voulait le quitter.

Personne ne pouvait le défendre, qui allait le défendre ? Sa famille ? Il n'a aucune crédibilité. Ensuite, ils m'ont dit de le défendre (...) Je prends des médicaments et pour moi, il est mort. Ce que je veux, c'est qu'il me laisse tranquille et qu'il laisse les enfants tranquilles. Laissez-le arranger sa vie... Plus tôt il sortira de prison, mieux mes enfants vivront.» Des enfants qu'elle veut protéger donc à tout prix à présent.

Foot Mercato



Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre nervosité est contagieuse, et vous contribuez à installer une mauvaise ambiance dans votre service. Si vous vous sentez noyé sous le travail et si cela vous stresse, demandez de l'aide autour de vous. Vous avez également un petit problème de concentration. Avez-vous tenté la méditation ou les compléments alimentaires ? Vous avez besoin d'un petit coup de pouce. Cela arrive à tout le monde, alors ne culpabilisez pas.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous allez possiblement ressentir une baisse de motivation aujourd'hui. N'en faites pas un drame et accordez-vous une pause. Mieux vaut vous lever, marcher un peu, aller prendre une boisson revigorante par exemple, plutôt que rester devant votre bureau à ne rien faire et à culpabiliser de votre inaction. Vous reviendrez de votre pause avec les idées claires et serez nettement plus efficace dans votre travail.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

L'ambiance est volcanique aujourd'hui. Vous ne tolérerez aucune critique, vous êtes à fleur de peau. Pourtant, en toute objectivité, il y a de quoi se remettre en question. Vous ne pourrez jouer aucune partition en solo, alors adoucissez les relations avec vos collaborateurs, il en va de la réussite des missions qui vous ont été confiées. Canalisez votre impulsivité et essayez de prendre les remarques constructives.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Après une période fructueuse côté travail, il se pourrait que vous connaissiez des moments de doutes. L'incertitude vous gagne quant à vos choix et cela vous perturbe, car vous êtes d'ordinaire plein d'assurance. Ne vous inquiétez pas, une remise en question ne peut être que bénéfique. Et le ciel vous y invite. Cette période va vous permettre de faire le tri entre ce que vous aimez dans votre travail et ce qui ne vous satisfait plus.



Lion (22 juillet - 23 août)

Que vous soyez déjà en poste ou que vous cherchiez un emploi, ce n'est pas la journée idéale. On ne reconnaîtra pas vos capacités et cela vous énervera au plus haut point. Restez zen et préférez attendre. Les dossiers que vous allez traiter ou le poste que vous visez peuvent attendre un peu. Vous pourrez montrer de quoi vous êtes capable prochainement. Alors, gardez votre calme et vos compétences seront bientôt reconnues.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous avez envie de vacances. Il va falloir mobiliser toutes vos ressources aujourd'hui pour affronter cette journée. Restez à l'affût, et faites preuve de concentration, au risque de voir le retard s'accumuler dans vos dossiers à traiter. Le repos tant espéré et mérité arrive à l'issue de cette journée. En attendant, gardez le cap, et n'hésitez pas à solliciter de l'aide dans les tâches difficiles auprès de vos collègues.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous êtes la dévotion incarnée. Aux petits soins avec l'équipe. Toujours prêt à prêter une oreille attentive, à adresser un sourire d'encouragement. Faites attention aux bruits de couloirs. À force de perfection, on rencontre des envieux et des jalouses. Même scénario si vous êtes en profession libérale. Vos partenaires peuvent s'agacer face à votre volonté de trop bien faire. Essayez de placer quelques maladresses, histoire de vous montrer faillible...



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si vous êtes tenté par une nouvelle collaboration, le ciel vous invite à la circonspection. Vos collaborateurs actuels ont les mêmes objectifs et attentes que vous, c'est ce qui explique la réussite de ce que vous entreprenez ensemble. De la nouveauté, pourquoi pas, mais il n'est pas utile de vous séparer de vos partenaires. Soyez plutôt inclusif en invitant les nouveaux collaborateurs à rejoindre votre équipe déjà constituée.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

De nouveaux apprentissages sont nécessaires à votre évolution. Vous envisagez de changer de carrière ou de situation géographique. Ou vous briguez une promotion. Quel que soit le contexte, vous devez vous remettre en question et vous réorienter. Cela ne va pas sans une certaine appréhension, car vous avez peur de ne pas être à la hauteur. Faites taire cette voix malveillante qui vient saboter votre confiance en vous, et retrouvez vos manches.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous avez manqué de flair ces derniers temps. Il est essentiel de redresser la barre. Vos stratégies professionnelles ne peuvent fonctionner que si vous choisissez les bonnes personnes pour y travailler. Vous allez pouvoir corriger le tir et revoir certains de vos jugements à l'emporte-pièce. La communication est favorisée, y compris avec des partenaires dont vous n'aviez pas de nouvelles depuis quelque temps. Et si c'était le bon moment pour renouer ?



Verseau (20 janvier - 19 février)

Depuis quelques jours déjà, vous avez l'impression de vous enliser au travail. Cependant, cela va changer aujourd'hui ! Vous allez reprendre les rênes et développer votre notoriété au mieux. Votre organisation est exceptionnelle et se fait remarquer. Dans le cadre d'une recherche d'emploi, tout se passera bien, et vous pourriez aisément trouver des offres qui correspondent à vos envies. Postulez ! Votre candidature sera remarquée.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous êtes sur un nuage. Vous avez trouvé le rythme de travail qui vous convient parfaitement et vous menez vos différents travaux à bien sans vous surmener. Votre bonne organisation et votre esprit consciencieux sont les voies royales qui vous mènent vers la promotion. Maintenez ce cap et conservez votre bonne humeur, elle est très appréciée par votre entourage professionnel. Votre présence dans l'équipe contribue à une bonne cohésion.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>1273 Malikilé</p> <p>KASSOUB invite les acteurs de la justice à la pédagogie à l'Assemblée</p> <p>Kamena lève le voile!</p>	<p>1274 Malikilé</p> <p>Commission de finalisation du projet de Constitution: Le rêve brisé</p> <p>Les enfants de Badalabougou servis</p>	<p>1275 Malikilé</p> <p>5ème édition de la Nuit de l'Entrepreneuriat: Un rendez-vous d'affaires et de partage d'idées novatrices</p> <p>Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA</p>	<p>1276 Malikilé</p> <p>Mali: Baron Diop: Mousa Faki Mahamat reçu par Assimi Goïta</p> <p>La grosse arnaque!</p>
<p>1277 Malikilé</p> <p>Division des Femmes d'Aménagement et de protection des forêts et de la faune: La Visitation Générale de la 1ère ANS 2022 FCFIA d'Irrégularités féminines</p> <p>242 filles et femmes installées</p>	<p>1278 Malikilé</p> <p>ABE: Mo Mustapha Cissé, l'homme de la situation</p> <p>Economie et gestion: Fcfa ou monnaies nationales. De quoi ont peur les pays de la zone franc?</p>	<p>1279 Malikilé</p> <p>Le responsable des Droits de l'Homme persona non grata</p> <p>Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM</p>	<p>1280 Malikilé</p> <p>Deg élèves exposés à la querelle populaire</p> <p>Les travaux débuts aujourd'hui!</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23